

eux, et ainsi de suite. Ce n'est pas un groupe monolithique. Ils n'appartiennent pas tous à un seul type. Je crois que le gouvernement commet une erreur s'il pense qu'il s'agit d'estivants ou que la majorité d'entre eux sont des estivants qui vont d'une auberge à une autre comme les jeunes gens en Europe. La vaste majorité de ces jeunes gens n'ont pas réussi à trouver un travail ou un emploi, qu'ils soient étudiants ou non. Je suis convaincue que c'est le cas.

Pourquoi donc les habitants de Vancouver sont-ils inquiets et troublés? Et d'une, ils sont inquiets et troublés,—et ceci joue particulièrement pour mes électeurs et également pour ceux de l'ouest et du centre de la ville —parce qu'ils se sentent écrasés par le poids des impôts et qu'ils ne peuvent simplement se faire à l'idée qu'il va falloir loger ces jeunes gens et s'occuper d'un nombre toujours croissant, en particulier si 11 p. 100 d'entre eux seulement viennent de Colombie-Britannique. Je le répète, seulement 11 p. 100 viennent de la Colombie-Britannique. Ils sont en colère et troublés. Ils ont l'impression que c'est injuste. Je le crois aussi. A mon avis, le gouvernement fédéral se doit d'aider à leur assurer un abri et du travail, car il s'agit de Canadiens d'un bout à l'autre du pays. La population de Vancouver s'inquiète financièrement, et elle s'inquiète parce qu'elle ignore comment ces jeunes, confinés dans l'oisiveté et soumis à la propagande d'un petit nombre d'entre eux, se comporteront en cas d'émeutes, de désordre et de trouble dans la ville.

• (9.30 p.m.)

Franchement, je crois que l'attitude de notre maire a été loin d'être consciencieuse et secourable. Dès le début, il s'est appliqué assidûment à éviter d'intervenir. Il a adopté l'attitude que ces jeunes devraient être chassés de la ville. Cette attitude a été répandue soigneusement et instamment parmi la population de Vancouver. Puis, pour doubler ces torts d'un affront, lorsque les jeunes ont été déplacés de la salle d'exercice à Jericho, le maire a fait remarquer en conversant avec les organes d'information: «Ma foi, je vois que le lupanar est déménagé à Jericho.» Ce n'est pas le genre de commentaire que le premier magistrat d'une ville devrait faire. Je considère extrêmement dangereux les propos incendiaires, les éléments explosifs autour de Vancouver, sans compter qu'aucune action d'aucune sorte n'a été prise.

Je sais qu'on a fourni un certain abri. Le secrétaire d'État (M. Pelletier) m'a déclaré après le début de la séance qu'environ la moitié des jeunes étaient logés, du moins pour l'instant, aux frais du gouvernement fédéral, et que des groupes particuliers de citoyens s'occupaient de l'autre moitié. Ce peut être très bien comme mesure temporaire, mais ce n'est pas une solution à long terme. Les étudiants qui devaient ouvrir les immeubles administratifs de l'Université à ces jeunes ont jugé, après enquête, que ce n'était pas la solution, et il l'ont rejetée. Le YMCA et d'autres organismes tentent avec certains groupes du culte de s'unir à cette fin, mais ce n'est pas la solution, et, à mon avis, c'est, de la part du gouvernement fédéral, une politique très imprévoyante que de décider de ne pas intervenir à l'heure actuelle.

Il y a un autre défi, celui de trouver un travail utile à la société que ces jeunes gens pourraient accomplir. Je le

[M<sup>me</sup> MacInnis.]

sais, les députés d'en face diront probablement que cette responsabilité ne relève pas du gouvernement fédéral. Je me rappelle qu'autrefois le gouvernement fédéral tenait tout chômage pour extérieur à sa compétence et voulait en abandonner le soin strictement aux municipalités. Il a dû changer d'attitude devant le chômage généralisé. La responsabilité d'assurer du travail aux jeunes ne peut plus être éludée. Les contribuables ne souffriront pas que des jeunes flânent partout sans pouvoir, par un travail productif, concourir à leur propre entretien. De toute façon, c'est mauvais pour les jeunes eux-mêmes; il est pour eux démoralisant à l'extrême qu'on leur refuse de faire quelque chose d'utile pour gagner leur pain quotidien. Le programme estival du gouvernement à l'intention des jeunes prévoyait 36,000 emplois, dont environ 10,000 dans la milice. Si le gouvernement fédéral pouvait offrir dans la milice 10,000 emplois qui rapportaient à chacun \$700 pour deux mois, je dirai qu'il peut trouver des fonds pour verser des salaires aux jeunes qui pourraient remplir des tâches utiles à la société, à l'heure actuelle et au printemps.

Ce point de vue n'est pas seulement le mien, monsieur l'Orateur. Le 23 septembre, M. Reuben Baetz, du Conseil canadien du bien-être, a déclaré dans un discours que 665,000 étudiants canadiens se cherchaient du travail à l'été et que très peu en avaient trouvé. Il a prédit que, l'an prochain, 750,000 étudiants voudraient travailler. Un communiqué du ministère de la Main-d'œuvre a indiqué que 179,000 étudiants étaient inscrits au cours de l'été dernier. Soixante-huit pour cent d'entre eux avaient trouvé une situation, 32 p. 100 cherchaient encore du travail et, parmi ceux-ci, 27 p. 100 étaient des étudiants au niveau collégial et 73 p. 100 au niveau supérieur. Ce sont les élèves des écoles supérieures qui ont le plus violemment ressenti la catastrophe du chômage.

En m'entretenant avec les préposés à la main-d'œuvre à Vancouver au sujet du placement des étudiants, j'ai appris que, à la fin d'août 29,212 postulants se trouvaient inscrits en Colombie-Britannique et que 9,595 seulement avaient été placés. Pour le Vancouver métropolitain, les inscriptions étaient de 13,900 et les placements de 2,023. Il n'avait pas été tenu compte de la durée de l'emploi fourni, ni des conditions dans lesquelles les jeunes étudiants devaient travailler. Bref, au dire des fonctionnaires de la main-d'œuvre, il n'y a pas assez d'emplois pour tout le monde et les étudiants les plus énergiques et les plus tenaces seront les seuls à obtenir du travail en l'occurrence.

J'aurais plusieurs mesures à suggérer au gouvernement fédéral. Il devrait tout d'abord reconnaître que l'emploi des jeunes gens est un problème d'ordre fédéral. Il devrait considérer la Colombie-Britannique dans l'ensemble, notamment la ville de Vancouver, comme une région de désastre pour ce qui est des emplois destinés aux jeunes, et devrait être prêt à assurer du travail et des programmes pour remédier à la situation. Il ne s'agit pas de travail d'été car cette situation dure toute l'année. L'entreprise privée pourrait aider de ce côté. J'ai parlé de la chose à des représentants de la Chambre de commerce et je sais qu'ils ont prêté leur assistance, mais c'est au gouvernement d'Ottawa de prendre l'initiative et d'assurer un programme d'ensemble. Le conseil municipal de